



**Intervention du Président de la
Confédération,
SE M. Didier Burkhalter,
Chef du Département fédéral des
affaires étrangères, Suisse**

**“Leadership and Moving Away
from the Death Penalty”**

**Intervention à l’occasion du « side-event »
organisé par le Haut-Commissariat
aux Droits de l’Homme,
dans le cadre de la 69^e session de
l’Assemblée générale des Nations Unies**

New York, le 25 septembre 2014

Seul le texte prononcé fait foi

Embargo : 25.09.2014, 13h15

Messieurs les Présidents et Premier Ministre,
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,
Monsieur le Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le thème de cet événement, le « **leadership** », est bien choisi. Sans clairvoyance, sans courage politique, il n'y a guère de décisions qui se prennent, et certainement pas de décision aussi importante que celle d'abolir la peine de mort. Dans de nombreux pays, une centaine aujourd'hui, celle-ci a été abolie grâce au travail acharné et personnalités hors du commun qui ont voulu mettre en œuvre leur vision d'un monde meilleur - des politiques, des juges, des artistes, des chefs religieux, des philosophes – c'est maintenant au tour de chacune et chacun d'entre nous de reprendre le flambeau pour faire avancer ce grand projet de l'humanité qu'est l'abolition universelle de la peine de mort. Sans la détermination de ces innombrables personnes, le mouvement abolitionniste mondial ne serait pas là où il est aujourd'hui.

Et pourtant, il reste encore du chemin à parcourir - jusqu'au jour où plus personne ne sera soumis à ce châtiment inhumain, inefficace et désuet. C'est cet ultime défi qui a incité la Suisse à définir une ambitieuse **stratégie pour l'abolition de la peine de mort** qui vise l'année 2025 comme délai pour une abolition universelle (ou, au minimum, pour un moratoire de fait à une échelle mondiale). Cette date-butoir a été choisie intentionnellement pour donner une orientation concrète aux efforts internationaux en cours.

C'est dans cet esprit que la Suisse, avec plusieurs autres pays - certains abolitionnistes, d'autres pas encore entièrement -, entend lancer le 10 octobre prochain, lors de la 12ème Journée mondiale contre la peine de mort, une **Déclaration conjointe**. Cet Appel commun, porté par un groupe de pays représentatif de toutes les régions et peuples du monde, est avant tout une invitation à continuer les efforts, au gré d'un dialogue constructif, sérieux, respectueux et ouvert.

En appelant tous les pays à aller de l'avant et à accélérer le rythme, je ne cherche nullement à isoler ceux qui, à des degrés divers, connaissent aujourd'hui encore la peine de mort. Au contraire. La Suisse a, elle aussi, pris son temps avant de l'abolir complètement.

La Déclaration internationale du 10 octobre prochain appelle au dialogue inclusif, soit à un dialogue le plus large possible, qui se base sur un examen sérieux de faits réels, tout en prenant en compte les craintes et croyances des peuples. Pour certaines des peurs, globales dirais-je, il n'existe assurément pas de solutions faciles ou rapides. Seule certitude : la peine de mort n'apporte pas le soulagement espéré, mais tend à accroître davantage encore le cycle des violences et problèmes qu'elle est censée diminuer. Il nous faut donc continuer à chercher ensemble, toujours et encore, de nouvelles et meilleures façons de résoudre des problèmes, qui sont en partie anciens, en partie nouveaux.

La prochaine **résolution des Nations Unies** appelant à l'instauration d'un moratoire mondial offre, pour plusieurs, une nouvelle occasion de faire une avancée, que ce soit vers une abstention ou, mieux encore, vers un vote positif.

Parmi les nombreuses raisons de se débarrasser d'une peine datée, laquelle n'a pas plus d'effet dissuasif que d'autres sanctions similaires (la prison à vie p.ex.), il faut davantage relever les **risques inhérents à la peine de mort**, en particulier le **risque de tuer un innocent**. Tous connaissent au moins un ou plusieurs cas de condamnés à mort qui ont été exonérés, certains après avoir passé plusieurs années dans les couloirs de la mort. L'erreur humaine ne pourra hélas jamais être entièrement évitée, pas même dans les systèmes judiciaires les plus modernes et sophistiqués.

Une autre faille, bien connue mais souvent ignorée, concerne l'aspect **discriminatoire et abusif** de la peine de mort. On le sait, les groupes vulnérables et marginaux sont concernés de façon disproportionnée par les sentences capitales - que ce soit à cause de leurs opinions ou passé politiques, leur appartenance religieuse, leur situation socio-économique, leur orientation sexuelle, leur origine ethnique ou leur nationalité.

Mesdames, Messieurs,

La Suisse est pleinement consciente du fait que la peine de mort est un sujet délicat, pas toujours facile à aborder. L'Appel conjoint que tous découvriront le 10 octobre prochain, je l'espère, encourage à échanger nos expériences et à débattre de nos points de vue, car la compréhension et le soutien mutuels sont le seul chemin vers l'objectif de l'abolition universelle et d'un monde meilleur pour tous.

J'invite toutes et tous à participer à un dialogue serein, dans l'intérêt de notre monde commun, et je remercie le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme pour l'organisation de cet événement, une

précieuse contribution apportée à l'édifice que nous voulons élaborer ensemble.